

# La géographie, ça sert maintenant à faire la paix

Bussi M.<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Université de Rouen  
FRE CNRS IDEES 2795 - MTG  
*michelbussi@yahoo.fr*

## Résumé

La démocratie au sens large apparaît comme un changement de paradigme majeur pour la géographie. Elle remet directement en cause les fondements de la géographie politique et de l'aménagement, mais également les approches traditionnelles de l'analyse spatiale, de la modélisation et de la simulation, de la réflexion sur les découpages de l'espace.

Désormais, le monde, à toutes les échelles, est davantage géré, organisé, recomposé par des contrats territoriaux négociés entre des acteurs multiples, le plus souvent individuels, que par une hiérarchie pyramidale autoritaire et organisée. Le destin politique du monde est désormais moins régulé par les guerres et les conflits que par les élections. Il ne s'agit pas ici de survaloriser le pouvoir des urnes mais de prendre conscience du passage d'une logique de domination à une logique de négociation. De même, les projets autoritaires d'aménagement s'effacent devant les contrats locaux débattus à toutes les échelles dans des territoires recomposés principalement par des coopérations volontaires (intercommunalités, réseaux de villes, coopérations transfrontalières...).

Outre ces changements de paradigme politique, sur le plan méthodologique, les technologies de l'information géoréférencées autorisent désormais des simulations individus centrées, intégrant de plus des rétroactions multiscalaires. La brique élémentaire d'organisation des territoires, qu'il s'agisse de la parcelle, du pixel, de l'îlot, ou de l'individu, est désormais mobilisable dans des simulations de processus d'auto organisation, alors qu'il y a encore une décennie, le géographe devait s'en tenir à des spéculations écologiques issus d'agrégats collectifs. En bref, cela revient à ne plus

travailler simplement sur les ségrégations, mais plus globalement sur les agrégations...

Jusqu'à présent, la géographie, notamment politique et aménagiste, avait peiné à centrer son regard vers l'individu. C'est encore largement le cas. On intègre encore plus volontiers dans le champ de la géographie la « géopolitique » que la « géocratie ». Les géographes aménageurs continuent de travailler davantage sur les zonages que sur les contrats. Les modèles déterministes continuent d'être explorés (et enseignés aux étudiants géographes) alors que les modèles basés sur la théorie des jeux (et donc des stratégies d'acteurs), coopératifs ou non, sont en grande partie inconnus des géographes (Nash, Axelrod, Schelling). Le chantier reste important, mais l'examen depuis quelques années des thèses de géographie politique démontre clairement cette inflexion, même si elle n'est pas encore structurée, et peine à se détacher des modèles antérieurs.

Une géographie de la démocratie ne doit pas être confondu avec une géographie démocratique. Néanmoins, assumer cette géographie de la paix, du territoire « comme matrice de médiation entre les acteurs », de l'espace comme une friction ou non à la coopération, modifie également la posture du géographe. Il peut réassumer sa place dans les sciences de l'individu. Ceci n'est pas nouveau. Plus important, il ne peut plus désormais se cantonner au rôle de « conseiller du prince », mais doit intégrer *de facto* celui de médiateur territorial. Au delà de la recherche universitaire, les étudiants qui trouvent un métier dans la géographie « active » travaillent désormais moins sur des plans dans les services déconcentrés de l'État mais davantage au montage de contrats négociés dans les nouveaux territoires, locaux ou non.